



## DEMANDE D'INDEMNISATION POUR LA REDUCTION VOLONTAIRE DE LA PRODUCTION DES EXPLOITATIONS LAITIÈRES LIVRÉE SUR LA PÉRIODE D'OCTOBRE À DÉCEMBRE 2016

*Règlement délégué (UE) 2016/1612 du 8 septembre 2016  
Décision du Directeur général de FranceAgriMer INTV-GECRI-2016-44 du 9 septembre 2016*

Ce formulaire vous permet de déposer une demande en ligne auprès de FranceAgriMer. Avant de compléter les zones de saisie, veuillez prendre connaissance du guide de procédure disponible sur le site de FranceAgriMer à l'adresse ci-dessous :

<http://www.franceagrimer.fr/filiere-lait/Aides/Aides-de-crise/Aide-a-la-reduction-de-livraison-de-lait-de-vache>

- 1) Téléchargez le formulaire et enregistrez-le sur votre ordinateur
- 2) Complétez le formulaire sur votre ordinateur, vérifiez les éléments saisis et sauvegardez le fichier sur votre ordinateur
- 3) Cliquez sur le lien suivant pour déposer votre demande: [\*\*Déposer ma demande\*\*](#)

**Seuls les fichiers complétés selon ces instructions seront recevables. Ce formulaire ne doit pas être renseigné de façon manuscrite ni envoyé sous forme scannée, auquel cas il serait irrecevable et non pris en compte.**

Date de dépôt du dossier complet : **AVANT le 21 septembre 2016 à 12 heures (heure de PARIS)**

*Pour vous aider, FranceAgriMer met à votre disposition un numéro d'appel : 01 73 30 25 00*

### IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

**UNE SEULE DEMANDE PAR N° SIREN, veuillez indiquer ici le numéro SIRET du siège de l'entreprise si la demande concerne un ou plusieurs établissements secondaires**

N° SIRET\* : PACAGE :

Lors du dépôt de votre formulaire sur le site de FranceAgriMer, votre SIRET sera requis. Il est impératif que le SIRET indiqué sur ce formulaire soit identique à celui renseigné lors du dépôt.

#### COORDONNEES

Forme juridique\* :

Raison sociale (en cas de forme sociétaire, y compris forme juridique)

ou NOM de famille puis prénom (en cas d'entreprise individuelle)\* :

Adresse\* :

Code postal\* : Commune\* :

### COORDONNEES DE LA PERSONNE A CONTACTER

Nom\* : Prénom\* :

Fixe  : et/ou Mobile :

Mél\* :

### MENTION LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire. L'article 441-6 du code pénal punit de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

\* Champ obligatoire

**COORDONNEES DU OU DES ACHETEURS \* auxquels le lait est livré en 2015 (1)**

N° acheteur 1 : Raison sociale :  
 N° acheteur 2 : Raison sociale :

**COORDONNEES DU OU DES ACHETEURS \* auxquels le lait est livré en 2016 (1)**

N° acheteur 1 : Raison sociale :  
 N° acheteur 2 : Raison sociale :

(1) Retrouvez le numéro d'acheteur dans le référentiel des acheteurs fourni en annexe de la procédure et reportez-le dans la case. La raison sociale apparaîtra.

**DECLARATION D'INTENTION DE REDUCTION DE LA PRODUCTION LAITIERE LIVREE**

<b>LAIT DE VACHE LIVRÉ UNIQUEMENT (2)</b>	<b>Volume de lait de VACHE livré en LITRES</b>
<b>A - Livraisons effectives sur la période de référence du 01/10 au 31/12/2015*</b>	
<b>B - Prévision de livraison du 01/10 au 31/12/2016*</b>	
<b>C - Volume de réduction pour lequel l'aide est demandée pour la période du 01/10 au 31/12/2016* (3)</b>	

(2) les ventes directes et le lait d'autres espèces sont exclus du dispositif.

(3) La réduction de production doit être considérée globalement, elle peut concerner deux acheteurs. Aucun ordre particulier n'est requis.

Une réduction des livraisons à un acheteur compensée par une augmentation des livraisons à un autre rendra le volume compensé inéligible à l'aide.

**J'autorise mon acheteur de lait à fournir à l'administration, à sa demande, tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de mon dossier.**

**Je choisis de fournir moi-même mes données de livraison pour la période de référence du 01/10 au 31/12/2015. Je dois joindre au dépôt de ma demande les justificatifs de mes livraisons sur la période de référence ainsi que pour le mois de juillet 2016 sous format électronique en suivant le guide de procédure disponible sur le site de FranceAgriMer.**

**Je déclare que la structure de mon exploitation a évolué après le 1<sup>er</sup> octobre 2015 (exemples : départ d'un associé, scission d'une société, ...) et mes données de livraisons au titre du 4<sup>e</sup> trimestre 2015 doivent être corrigées pour en tenir compte. Je dois alors fournir moi-même ces données corrigées (A du tableau). Je m'engage à fournir à FranceAgriMer, à sa demande, tous les documents nécessaires à la justification de ma déclaration de livraisons sur la période de référence.**

**ANOMALIES CONSTATEES LORS DE VOTRE SAISIE****ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR**

**En déposant cette demande, je sollicite l'indemnisation pour la réduction de la production laitière livrée sur la période d'octobre à décembre 2016 et :**

- **Atteste sur l'honneur :**
  - être producteur et livreur de lait de vache en juillet 2016
  - le cas échéant, avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
  - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire
  - avoir pris connaissance du R(UE) n° 1612/2016 et de la décision du DG de FranceAgriMer INTV-GECRI-2016-44 du 09/09/2016
  - être à jour de mes obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2015,
- **M'engage à :**
  - informer mon acheteur de lait de ma demande d'aide et de ma prévision de livraison au dernier trimestre 2016
  - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 ans suivant l'année du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
  - accepter et faciliter les contrôles,
  - rembourser tout montant qui serait déclaré indu par FranceAgriMer avec application d'intérêts et sanctions éventuelles.
- **Autorise FranceAgriMer** à recueillir les données utiles au traitement de ma demande auprès de l'INSEE et d'InfoGreffé ainsi que, si nécessaire, les attestations de régularité sociale et fiscale, en application l'article 16 A-III de la loi du 12 avril 2000 qui précise « lorsque les informations ou données nécessaires pour traiter la demande présentée par une entreprise ou la déclaration transmise par celle-ci peuvent être obtenues directement auprès d'une autre autorité administrative dans les conditions prévues au I, une attestation sur l'honneur du représentant de l'entreprise de l'exactitude des informations déclarées se substitue à la production de pièces justificatives ».

\* Champ obligatoire